

L'ena

hors les murs

Magazine des Anciens Élèves de L'ENA

www.aaeena.fr

dossier

Regards sur 2010

DESIGN: ELOUANNIC MATHIEU

L'émergence d'une puissance : le Brésil



Par **Deborah Stern Veitas**

Solidarité 1983

PDG de Banco Caixa Geral – Brasil, filiale du groupe portugais Caixa Geral de Depósitos.

Le Brésil a une chance exceptionnelle d'acquiescer une stature de grande puissance dans les 20 à 30 ans à venir.

Cela exigera

de ses dirigeants, une vision

et une planification pour établir un projet crédible, en commençant par la recherche et l'innovation, et par l'éducation.

Les Brésiliens attendent de leur nouvelle présidente qu'elle ne se contente pas d'engranger les succès de son prédécesseur.

« **S**éoul, novembre 2010. Mme Dilma Rousseff, qui accompagne le président Lula au G20, s'étonne que, dans ce concert des nations les plus riches de la planète, la monnaie brésilienne, le real, apparaisse comme la plus forte. » (Reuters).

En prenant ses fonctions en 2003, Lula a hérité d'un pays dont l'administration générale avait été modernisée par le précédent gouvernement (Fernando Henrique Cardoso), avec, comme conséquence, la création d'une monnaie stable, le real, en vigueur après 16 ans d'existence alors qu'auparavant, le Brésil changeait de monnaie une à deux fois par an pour répondre à une inflation galopante. Sans rien casser du legs de ses prédécesseurs, Lula a apporté une formidable dynamisation du secteur productif et exportateur, responsable aujourd'hui d'une part importante des 285 milliards de US dollars de réserves de change du pays. Son charisme, sa finesse politique, ainsi que l'option de soutenir par la « Bourse Famille » les plus démunis de ses concitoyens, ont amplement contribué à faire régner une paix sociale exemplaire dans le pays. En même temps, 30 millions de personnes ont intégré les classes moyennes devenant ainsi des consommateurs à part entière, qui, grâce au programme « Ma maison, ma vie », seront susceptibles, dans un futur proche, d'accéder à la propriété individuelle.

Les défis économiques

Le modèle Lula semble aujourd'hui s'esouffler. Les dépenses de l'État sont passées de 15 % (2003) à 18,5 % du Pib en 2010, le déficit du compte courant du pays devrait atteindre 50 milliards de US dollars en fin d'année, l'excédent primaire ne dépassera 3 % du Pib alors qu'il était de l'ordre de 4 % en 2005. La dette publique brute dépasse les 60 % du Pib en 2010. Le Pac (Plan d'accélération de

la croissance), un projet ambitieux visant l'infrastructure, a pris énormément de retard et n'est réalisé qu'à hauteur de 16 %.

Le libéralisme financier du gouvernement Lula a entraîné un renforcement spectaculaire du real, amenant une destruction progressive de l'industrie exportatrice brésilienne qui ne trouve plus sa compétitivité. Lula a obtenu la neutralité du Parti des travailleurs (PT) au prix d'embauches de 127 000 fonctionnaires, doublant ainsi la feuille de paie de la fonction publique. Comme partout, la retraite constitue la principale source de dépenses du budget et la réforme qui s'imposait, prévue depuis 2003 n'a pas été réalisée.

Dans ce contexte, l'inflation qui a été le mal endémique du pays semble vouloir reprendre de la vigueur – 5,2 % estimé pour 2010 – et le nouveau gouvernement devra très vite prendre des mesures pour la réduire. Sans un contrôle strict des dépenses publiques, il sera très difficile pour le gouvernement de baisser les taux d'intérêt brésiliens, qui se situent parmi les plus élevés du monde (10,75 % par an en novembre 2010 pour le taux de base, le découvert bancaire ainsi que le crédit à la consommation dépassant les 100 % par an). La complexité du régime fiscal s'avère un autre frein à l'investissement. Parmi les concurrents directs du Brésil, aucun pays ne montre une charge d'impôts atteignant 37 % du Pib.

Sans une action vigoureuse dans tous ces domaines, le *rating* souverain du Brésil pourra difficilement être amélioré à court terme.

Une équation politique compliquée

Dilma Rousseff doit son élection à la présidence à un collectif de dix partis dont deux – le PT et le Parti du Mouvement démocratique du Brésil (PMDB) – représentent un vrai pouvoir. Leur appétit pour définir et contrôler l'action du gouverne-



ment est apparu au grand jour, dès que furent connus les résultats de l'élection présidentielle. Bien que Lula annonce son intention d'appuyer Dilma dans ce débat, elle devra trouver elle-même les moyens de contrôler un Congrès où ces partis sont majoritaires. Le PT et les autres partis ont déjà mis sur la table un ensemble de projets qui représentent une dépense de 5 % du Pib pour accorder leur appui au gouvernement.

Le Brésil est entouré de pays qui ont opté pour un populisme autoritaire – Venezuela, Argentine, Bolivie, Equateur, entre autres. La tentation du PT est grande de suivre la même voie. Régulièrement la volonté de réduire la liberté de la presse fait l'objet de projet de lois, jusqu'ici repoussés par les chambres supérieures.

Les atouts

Très certainement, le plus important pour le futur du pays, c'est le bonus démographique. Le Brésil jouit d'une situation enviable : une population qui dépasse 200 millions de personnes, avec un âge moyen de 28,9 ans. C'est la structure que connaissaient les pays européens après la Seconde Guerre mondiale et qui a alimenté les « Trente Glorieuses ». Au Brésil, il faudra attendre 2050 pour que s'inverse l'équation démographique favorable que l'on connaît aujourd'hui. Le Brésil est contraint d'accélérer le rythme de son développement pour profiter de cette situation favorable faute de quoi, *It could get old before getting rich* – il pourrait bien devenir vieux avant de devenir riche. Les richesses naturelles occupent une place essentielle dans l'avenir du pays. Au-delà du secteur minier et du secteur pétrolier déjà bien connus, le Brésil se découvre une opportunité écologique en s'installant comme l'un des premiers producteurs au monde d'énergie verte – biomasse, alcool, diesel vert, sans oublier la production électrique à 90 % d'origine hydraulique. La production d'aliments a pris beaucoup d'ampleur avec la mise en culture progressive de terres occupées jusqu'ici par de l'élevage extensif. Les recherches d'organismes brésiliens spécialisés pour améliorer les espèces, permettent déjà de faire de l'agriculture bré-

silienne l'un de grands fournisseurs de céréales, de viande, de fruits et légumes du monde.

On ne saurait parler des atouts sans citer le pétrole, domaine dans lequel les recherches brésiliennes ont permis de mettre au jour des réserves très importantes localisées sous la couche dite « Pré-Sal ». Ces découvertes représentent déjà pour le Brésil un triplement des réserves connues et exploitables et un montant d'investissement de l'ordre de plus de 200 milliards de USD.

Le Brésil de demain

Le Brésil a une chance exceptionnelle d'acquiescer une stature de grande puissance dans les 20 à 30 ans à venir. Cela exigera de ses dirigeants, une vision et une planification pour établir un projet crédible.

Cet article ne prétend pas à l'exhaustivité. Couvrir tous les domaines d'un tel projet n'est pas notre propos. Nous citerons simplement deux domaines essentiels pour

réussir cette transformation du pays, domaines dans lesquels le Brésil est très en retard par rapport à ses concurrents du Bric (Brésil, Russie, Inde, Chine).

C'est tout d'abord la recherche et l'innovation. En 2009 le Brésil a déposé 100 demandes de brevets, l'Inde 650, la Chine 1 600. L'innovation génère de la croissance économique et des gains importants. Ces pays n'ont pas attendu d'être riches pour entreprendre d'amples programmes de recherche.

Il n'y a pas de recherche sans une éducation de grande qualité. C'est notre second point.

Le Brésil dépense annuellement 5,2 % de son PNB pour l'éducation. C'est un chiffre raisonnable, mais qui cache d'énormes disparités de qualité. Aux côtés d'instituts, d'écoles d'ingénieurs de très bon niveau, mais en nombre insuffisant, il manque un système de qualité depuis l'enseignement primaire jusqu'à l'université. L'immensité du pays, les salaires

Données en chiffres	
Superficie	8,5 millions de km ² (légèrement plus petit que les États-Unis et la Chine)
Nombre d'habitants	201,1 millions d'habitants (26 % en dessous de la ligne de pauvreté)
Pib	1,2 trillion de USD en 2009 (0,6 fois celui de la France, 1 fois celui de l'Espagne, 5 fois celui de l'Argentine)
Pib per capita	environ 10 mil USD
Composition du Pib	Agriculture 6,1 % ; Industrie : 25,4 % ; et Services 68,5 %
Taux de chômage	6,2 % (en octobre 2010)
Dette Publique Total	60 % du PIB / Dette Liquide : 45 % du PIB
Inflation	4,2 % en 2009 et estimé à 5,2 % pour 2010
Exportations	152,2 milliards de USD en 2009
Importations	127,6 milliards de USD en 2009
Réserves Internationales	283 milliards de USD (octobre 2010)

Sources : CIA World Fact /Febraban /Banque Centrale du Brésil



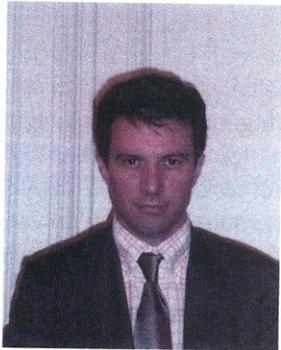
Regards sur 2010

modestes des enseignants, leur formation trop souvent incomplète ne permettent pas aujourd'hui de relever le défi que posent les concurrents du Brésil. Un plan pour révolutionner l'enseignement au Brésil sera nécessaire. C'est une urgence absolue.

Pour finir, l'exemple de la Corée et de la Chine nous incite à ne pas se contenter de nos premiers succès et à stimuler notre ambition pour devenir dans le monde une nation de référence ». C'est, sans aucun doute, ce que les Brésiliens attendent aujourd'hui de Dilma Rousseff.

Cet article a été rédigé avec la collaboration de Bernard Menciaer, PDG des filiales brésiliennes de BNP Paribas (2001-2008) et du Crédit Commercial de France (1984-2000) ■

2010 et la relance du débat nucléaire



Par **Camille Grand**
Directeur de la Fondation
pour la recherche stratégique (FRS)

Dans un contexte marqué par un désordre nucléaire accru, l'année 2010 a vu l'enchaînement, inédit depuis des décennies, d'une série de vifs débats nucléaires au point qu'il paraît possible d'évoquer le retour d'un « grand débat » atomique dominé par trois questions : quelle réponse à la prolifération ? Désarmement et abolition, la fin d'un cycle ? Quel avenir pour la dissuasion ?

La question du nucléaire militaire paraissait pourtant avoir perdu de sa centralité : le nombre d'armes nucléaires a été massivement réduit depuis la fin de la guerre froide et l'arme atomique ne semble plus jouer qu'un rôle limité dans la stratégie des grandes puissances, du moins par comparaison avec la période de la Guerre froide. Les politiques, les stratégies militaires et civils estiment, parfois à raison, que les crises régionales ou le terrorisme sont désormais les « vrais » sujets stratégiques et la dissuasion semble peu à peu devenue une question d'experts réservée aux seuls initiés, aussi impénétrable que secondaire. Cette situation est particulièrement marquée en Europe où le nucléaire est largement passé – et c'est plutôt une bonne nouvelle – au second plan des préoccupations stratégiques.

Dans un contexte marqué par un désordre nucléaire accru, l'année 2010 a pourtant vu l'enchaînement, inédit depuis des décennies, d'une série de vifs débats nucléaires au point qu'il paraît possible d'évoquer le retour d'un « grand débat » atomique pour reprendre le titre d'un ouvrage célèbre de Raymond Aron paru en 1963. Ainsi, au cours de l'année 2010, une série de débats et de décisions ont marqué le paysage nucléaire : l'adoption de la *Nuclear Posture Review* (NPR) américaine, le nouveau traité Start américano-

russe, le sommet sur la sécurité nucléaire de Washington, la conférence d'examen du Traité de non-prolifération (TNP), l'accord nucléaire franco-britannique et le volet nucléaire du nouveau concept stratégique de l'Alliance atlantique. Avant d'entrer dans les détails de ce nouveau débat nucléaire, il est sans doute utile de rappeler les caractéristiques du nouveau paysage nucléaire.

Le nouveau désordre nucléaire

Le monde nucléaire contemporain est d'abord un « monde proliféré ». La prolifération s'accélère et est en passe de cesser d'être un phénomène contrôlé pour potentiellement devenir un phénomène de grande ampleur du fait du phénomène de « cascades de prolifération » ou de « proliférations en chaîne » qui verrait les programmes iraniens ou nord-coréens sus-

Nous sommes en une douzaine d'années passés de 5 puissances nucléaires officielles à 10 acteurs nucléaires recensés. Qu'en sera-t-il 2020 ?

citer des aspirations voire des programmes effectifs dans les pays voisins. Nous sommes en une douzaine d'années passés de 5 puissances nucléaires officielles à 10 acteurs nucléaires recensés. Qu'en sera-t-il 2020 ?

Les principaux éléments du XXI^e siècle nucléaire, du « deuxième âge nucléaire », sont bien connus et l'année écoulée en a encore donné la démonstration :

– la question nucléaire n'est plus de manière centrale une question européenne mais une question asiatique du